

Cameroun/Politique

Trois semaines agitées pour amorcer une sortie de crise

AFP
Yaoundé/Cameroun

La politique camerounaise s'est brutalement accélérée en moins d'un mois : le président Paul Biya, tenant d'une ligne particulièrement dure face aux crises multiples qui ébranlent le Cameroun, semble avoir amorcé une détente. Retour sur trois semaines agitées.

TOUT commence le soir du 10 septembre, où le chef de l'Etat, 86 ans dont 37 au pouvoir, annonce la tenue d'un "Grand dialogue national". Ambition affichée : dénouer le conflit meurtrier qui sévit dans l'Ouest du pays où depuis deux ans des séparatistes anglophones et l'armée se livrent une guerre sans merci, prenant en tenaille la population et faisant plus de 3 000 morts, selon des ONG.

Yaoundé avait jusqu'ici toujours refusé d'organiser des discussions, en dépit des appels insistants de la société civile, des autorités religieuses, ou de pays occidentaux.

L'annonce d'un dialogue étonne d'autant plus que, trois semaines plus tôt, un tribunal militaire à Yaoundé a condamné à la prison à vie le plus influent des chefs séparatistes, Julius Ayuk Tabe, provoquant un durcissement des combats dans l'Ouest.

Les discussions se tiennent deux semaines après l'annonce du président, à partir du 30 octobre. Cinq jours seulement, et sous la houlette du Premier ministre Joseph Gion Ngute.

La plupart des chefs sé-



Tenant d'une ligne particulièrement dure, le président Paul Biya semble avoir amorcé une détente.

paratistes refusent d'y participer et exigent des négociations à l'étranger, laissant peu de chance à un retour à la paix.

"Une mascarade" pour Ebenezer Akwanga, qui préside le Mouvement de libération du peuple africain et dirige son aile armée, l'un des groupes les plus importants combattant sur le terrain.

Certains anglophones modérés y prennent part, et espèrent ainsi négocier avec Yaoundé un retour au fédéralisme. Des discussions houleuses commencent.

Des participants claquent la porte, d'autres reviennent. Quatre jours plus tard, le Grand dialogue aboutit à l'élaboration de recommandations communes.

STATUT SPECIAL • La plus importante est la mise en

place d'un statut spécial pour les deux régions anglophones, leur concédant un peu plus d'autonomie politique et financière, mais dont les contours restent flous.

"Un premier pas" pour certains fédéralistes, et une concession pour la majorité présidentielle qui avait toujours refusé de reconnaître une spécificité anglophone.

L'annonce, pour être effective, doit être entérinée par le pouvoir, "mais la résolution engage moralement Yaoundé", confie à l'AFP un des participants ayant souhaité garder l'anonymat.

En pleine lecture des résolutions jeudi devant l'Assemblée du Grand dialogue, coup de théâtre, le Premier ministre débarque en grande pompe et annonce que le Président Biya a décidé de la libération de

333 détenus liés à la crise anglophones. La nouvelle provoque une onde de joie dans l'assistance.

Les fédéralistes saluent la décision mais réclament l'amnistie générale pour les autres détenus, car la clémence présidentielle annoncée ne concerne que ceux poursuivis pour de simples "troubles".

Le Grand dialogue se clôture vendredi dans un Palais des Congrès majoritairement enthousiaste, les participants satisfaits de s'être accordés.

Mais dans le reste du Cameroun, les indépendantistes, absents comme les groupes armés sur le terrain, rejettent catégoriquement ses conclusions et parlent d'"enfumage".

KAMTO LIBERE • La nuit tombe sur Yaoundé, les participants regagnent

leurs hôtels, les restaurants commencent à se remplir, les cabarets et autres snacks accueillent leurs premiers clients. Quand tout à coup, un tweet publié par le président Biya arrête toutes les discussions.

Le chef de l'Etat vient d'ordonner la remise en liberté des principaux responsables de l'opposition emprisonnés à la suite de la crise politique qui a suivi sa réélection contestée en octobre 2018.

Maurice Kamto, son rival politique à la présidentielle, derrière les barreaux depuis près de neuf mois après avoir été arrêté lors d'une manifestation pacifique, sera-t-il du nombre ? Depuis des mois, les pressions internationales exercées sur Yaoundé pour demander sa libération se sont intensifiées. Les Etats-Unis, l'Union Européenne et la France, ont plusieurs fois élevé la voix.

La nouvelle tombe samedi. Oui, l'opposant et une centaine de ses partisans sont concernés. Maurice Kamto sort de prison, accueilli par des centaines de sympathisants qui l'escortent jusqu'à chez lui, où il est acclamé "en libérateur libéré". Les réactions n'ont pas tardé, Washington saluant "une étape constructive vers la réduction des tensions politiques".

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres a, lui, "encouragé" le Cameroun "à continuer à adopter davantage de mesures de confiance et de réconciliation".

L'Afrique en bref

• Mali/Jihadistes. Attaque de camps militaires : le bilan passe à 40 soldats tués

Les corps de deux soldats maliens morts dans la récente attaque du camp de Boulkessy (centre) ont été découverts, ce qui porte à 40 le nombre de militaires tués au cours du plus important revers de l'armée malienne depuis des années, a-t-on appris hier de source gouvernementale.

• Mozambique/Elections. Le chef d'une mission d'observation tué

Le chef d'une mission d'observation des élections générales prévues le 15 octobre au Mozambique a été tué hier par des inconnus, dernière en date d'une longue série de violences qui ont affecté la campagne électorale depuis un mois.

• Nigeria/Violences. Neuf soldats tués dans le nord-ouest

Neuf soldats nigériens ont été tués dans une attaque menée par des hommes armés qui opèrent dans le nord-ouest du Nigeria, où ils sèment la terreur, kidnappent les villageois et volent le bétail, a appris hier l'AFP.

• Tchad/Mutinerie. Un mort dans une prison à Abéché

Au moins un détenu a été tué hier lors d'une mutinerie dans une prison à Abéché (est du Tchad) où l'armée a repris le contrôle après plusieurs heures, a annoncé à l'AFP le procureur de la République de la ville, Hassan Djamouss Hachim.

France/Justice

Premier procès dans l'affaire Karachi

AFP
Paris/France

POTS-DE-VIN à des agents étrangers, lutte fratricide au sommet de l'Etat, attentat qui a fait 15 morts au Pakistan : un premier procès s'est ouvert hier en France dans la tentaculaire affaire dite Karachi.

Trois politiques, un industriel et deux intermédiaires doivent répondre, jusqu'au 31 octobre, d'abus de biens sociaux, de complicité et recel sur des soupçons de plus de 300 millions d'euros (196,5 milliards de francs) de commissions réglées à des intermédiaires, le "réseau K" (pour King, allusion au roi d'Arabie), en marge de la vente de fréquences françaises à l'Arabie saoudite et de sous-marins au Pakistan. Si le versement de pots-de-vin à des agents étrangers étaient alors la règle à l'international - jusqu'à leur

interdiction en 2000 -, les rétrocommissions étaient elles proscrites.

Pour l'accusation, ce sont ces rétrocommissions qui auraient alimenté la campagne présidentielle, en 1995, de l'ancien Premier ministre Edouard Balladur, dans un contexte très particulier : celui de la lutte fratricide au sein de la droite française qui l'opposait à Jacques Chirac, alors maire de Paris, et qui, finalement, remportera l'élection et deviendra président en 1995. L'affaire prend sa source dans l'enquête sur l'attentat de Karachi.

Le 8 mai 2002, une voiture piégée était précipitée contre un bus transportant des salariés de la branche internationale de la Direction des constructions navales (DCNI), alors organisme public à qui avait été confiée la construction des fréquences et sous-marins. Cet attentat, qui a coûté la



L'ancien Premier ministre Edouard Balladur (à gauche) et son ministre de la Défense de l'époque François Léotard ne seront pas dans le box des accusés. Tous deux sont renvoyés devant la Cour de justice de la République.

vie à 15 personnes dont 11 Français travaillant à la construction des sous-marins dans le port pakistanais de Karachi, pourrait avoir été perpétré à la suite de l'arrêt du versement des commissions en 1995, mais ce lien n'a jamais été confirmé.

C'est exclusivement le volet financier du dossier qui sera jugé, mais en l'absence d'Edouard Balladur et de son ancien ministre de la Défense François Léotard, tous deux renvoyés devant la Cour de justice de la République, seule juridiction habilitée à juger les

membres du gouvernement pour des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Les trois prévenus issus du monde politique nient tout financement illégal : Nicolas Bazire, ex-directeur de campagne d'Edouard Balladur et aujourd'hui un des dirigeants du groupe de luxe LVMH ; Renaud Donne-dieu de Vabres, conseiller à l'époque du ministre de la Défense ; Thierry Gaubert, alors membre du cabinet du ministre du Budget Nicolas Sarkozy (plus tard devenu président) et surtout engagé dans la campagne de M. Balladur.

Ils sont jugés aux côtés de Dominique Castellani, ancien patron de la DCNI, ainsi que deux hommes d'affaires : le Franco-libanais Ziad Takieddine et l'Espagnol d'origine libanaise Abdul Rahman Al Assir, membres du "réseau K". La présence de ce dernier, qui réside en Suisse, est peu probable.

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Au moins 10 tués à Jalalabad

Au moins dix civils dont un enfant ont été tués hier à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan dans l'explosion d'une bombe visant un car transportant de jeunes recrues de l'armée, ont annoncé des responsables.

• Etats-Unis/Politique. 2e lanceur d'alerte : Trump accuse Pelosi de "trahison"

Confronté à une crise sans précédent, Donald Trump s'en est pris dimanche soir avec virulence sur Twitter à la présidente de la Chambre des Représentants, l'accusant de "crimes graves, délits et même trahison", et réclamant sa destitution. Mme Pelosi avait annoncé le mois dernier le lancement de la procédure de destitution visant le président.